

Paris, le 19 décembre 2017

COMMUNIQUE DE PRESSE

Réforme de l'apprentissage: les Régions appellent le gouvernement à la raison

Hervé Morin, Président de Régions de France, François Bonneau, Président délégué, et Valérie Debord, Vice-Présidente de la Région Grand Est chargée de l'Emploi, ont tenu une conférence de presse ce jour, au cours de laquelle ils ont rappelé la position des Régions de France sur la réforme de l'apprentissage.

Alors même que la concertation sur la réforme n'est pas terminée, et malgré les propos d'ouverture et d'écoute du Premier ministre Edouard Philippe jeudi dernier lors de la Conférence nationale des territoires à Cahors, les Présidents expriment unanimement leur consternation et leur étonnement suite à l'article « Taxe d'apprentissage : ce que veut faire le gouvernement », publié le 15 décembre par « Les Echos », et non démenti par le gouvernement à ce jour.

Le Président Hervé Morin a déclaré : « le Gouvernement se trompe lourdement de modèle s'il confie aux OPCA le financement de l'apprentissage. Les raisons pour lesquelles le modèle actuel ne fonctionne pas tiennent d'abord aux normes imposées aux entreprises par l'Etat, aux changements successifs du législateur sur le financement aux entreprises, mais également à des raisons conjoncturelles ».

Le redémarrage de l'apprentissage n'aura pas lieu sans une réforme courageuse de l'orientation. C'est ce qu'ont proposé les Régions dans leurs 18 réformes pour la formation, l'emploi et l'apprentissage publiées le 8 novembre dernier.

Les Présidents mettent en garde l'Etat sur les possibles conflits d'intérêts entre des branches à la fois en charge de la gestion des fonds alloués aux CFA, et de la gestion des centres de formation. Si l'apprentissage est confié aux branches professionnelles, une part majeure de celles-ci notamment celles relevant du secteur du sanitaire et social pour ne citer qu'elles, ou encore l'artisanat, se trouveront démunies, alors même que des besoins de recrutement forts sont constatés partout sur le territoire. En outre, les territoires ruraux et péri-urbains se trouveront dépourvus d'offres de formation, malgré les besoins des entreprises.

Bien entendu les milieux économiques sont déjà bien associés au pilotage de l'apprentissage par les Régions, et ils peuvent l'être plus encore, notamment pour la redéfinition des cartes de formations et des référentiels plus adaptés aux besoins des bassins d'emploi.

Contact presse : [Alexandrine Salvi asalvi@regions-france.org](mailto:Alexandrine.Salvi@regions-france.org)



Les Présidents réaffirment que « l'apprentissage ne doit pas devenir l'otage de la campagne du MEDEF. L'apprentissage et nos jeunes méritent mieux que cela ».

Le flou du Gouvernement menace gravement l'apprentissage l'année prochaine. Compte tenu de l'incertitude sur leurs compétences, les Régions suspendent toute décision nouvelle concernant l'apprentissage et appellent le gouvernement à la raison.

Contact presse : Alexandrine Salvi asalvi@regions-france.org